

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-grande-aventure-de-l-uranium-en-Limousin>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **La grande aventure de l'uranium en Limousin**

29 décembre 2017

La grande aventure de l'uranium en Limousin

Par [Sylvain Compère](#)

1948 - 2018 : 70 ans d'uranium en Limousin

L'exploitation par le commissariat à l'énergie atomique (CEA) des ressources en uranium enfermées dans les massifs de granit limousins va, dès sa découverte en 1948, bouleverser la vie de nombreux habitants de la région. La filière emploie jusqu'à plus de 2.000 personnes ! Jusqu'en 2001, le minerai limousin enrichit l'économie locale et alimente le complexe nucléaire français, incarné par la Cogema.. Plus de 30.000 tonnes d'uranium sortent du sous-sol des trois départements. L'épuisement des filons, la crise du nucléaire et l'éveil de la conscience environnementale ont raison des mines limousines. Il ne reste aujourd'hui qu'un peu plus de 140 personnes employées dans la région par Areva (ex-Cogema). L'enjeu local est désormais la gestion des vestiges industriels et radioactifs, héritage d'un demi-siècle d'exploitation de l'uranium en Limousin.

1945 - 1949 : la découverte du filon

L'uranium limousin nourrit le rêve d'indépendance



Les premiers travaux sur le site de La Crouzille

1948. La nouvelle tombe et va bientôt faire le tour du monde : un gisement d'uranium a été découvert à Saint-Sylvestre, en Haute-Vienne ! À Paris, c'est l'euphorie dans les bureaux du commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui cherche depuis trois ans de quoi alimenter la filière nucléaire française naissante. L'échantillon de pechblende ramassé au milieu des bois, à quinze minutes au nord de Limoges, est l'une des premières pierres de l'aventure de plus d'un demi-siècle entre l'épopée nucléaire française et le Limousin.



Prospecteur sur un affleurement

Les roches uranifères sont connues de longue date, même si l'homme ignore la plupart de ses propriétés.

[Leur présence est connue en Limousin depuis 1804](#) quand le citoyen et ingénieur des Mines Cressat envoie un échantillon d'urane oxydée à Paris. Mais la découverte tombe dans l'oubli...

L'intérêt pour les matières radioactives n'apparaît vraiment qu'à la fin du XIXème et au cours du XXème siècle, d'abord pour des raisons médicales, puis militaires et enfin seulement pour produire de l'énergie. L'explosion des bombes d'Hiroshima et Nagasaki, en 1945, ouvre cette nouvelle ère de paradoxe : l'ère nucléaire. L'atome représente à la fois la panacée universelle – on en mettait dans les vêtements pour enfants dans les années 50 ! – qui permet d'envisager le progrès pour tous, mais sa puissance inspire aussi la crainte.

Des prospecteurs sont alors envoyés dans toute la France et dans ses colonies en quête de filons uranifères.

« Si je le pouvais, je lancerais sur la France 2.000 prospecteurs ! » Frédéric Joliot-Curie

Dès la victoire des Alliés sur les forces de l'Axe, en 1945, les vainqueurs veulent contrôler l'énergie nucléaire. Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de chimie et alors président du centre national de la recherche scientifique (CNRS), cofonde le commissariat à l'énergie atomique. Le 2 décembre 1945, est créée, au sein du Muséum d'histoire naturelle, l'école de prospection du CEA. Ce jour-là, Frédéric Joliot-Curie, inaugurant le premier stage de prospecteurs, déclare : « Si je le pouvais, je lancerais sur la France 2.000 prospecteurs ! Ils balaièrent systématiquement notre sol au compteur Geiger, du Pas-de-Calais aux Pyrénées : pas un indice d'uranium ne m'échapperait ! ». Des prospecteurs sont alors envoyés dans toute la France et dans ses colonies en quête de filons uranifères.



Lever de plan au compteur.

C'est donc en Limousin qu'est découvert l'un des filons les plus riches de France et que sera ouverte la première mine d'uranium du pays, au coeur des monts d'Ambazac. La première pile atomique française, mise en service en décembre 1948, était baptisée Zoé. La première mine tricolore s'appellera Henriette, le prénom de l'épouse de Marcel Roubault, cadre du CEA et pionnier de la division minière de la Crouzille, créée dès 1949. La mine Henriette produira plus de 150 tonnes d'uranium métal jusqu'à sa fermeture en juillet 1957. Un très discret monument signale sur place, entre chênes et genêts, cet épisode de l'histoire minière nationale.

Cet uranium limousin va alimenter les premières piles atomiques françaises - après Zoé - et renforcer l'ambitieux projet hexagonal d'indépendance énergétique. Dès 1951, une vaste campagne de

prospection va permettre de localiser les principaux gisements de la région : Les Sagnes, Margnac, Fanay ou encore Le Brugeaud. Quant aux besoins en minerai, ils explosent avec le lancement du programme nucléaire français et la mise en service du premier réacteur nucléaire français au graphite, à Marcoule (Drôme) le 7 janvier 1956. À ce moment-là, le CEA en Limousin a déjà vu passer ses effectifs de 180 personnes, en 1950, à presque 500 en 1956 !

Infos pratiques

Le site internet Musée de minéralogie d'ambazac : musee-ambazac.e-monsite.com/

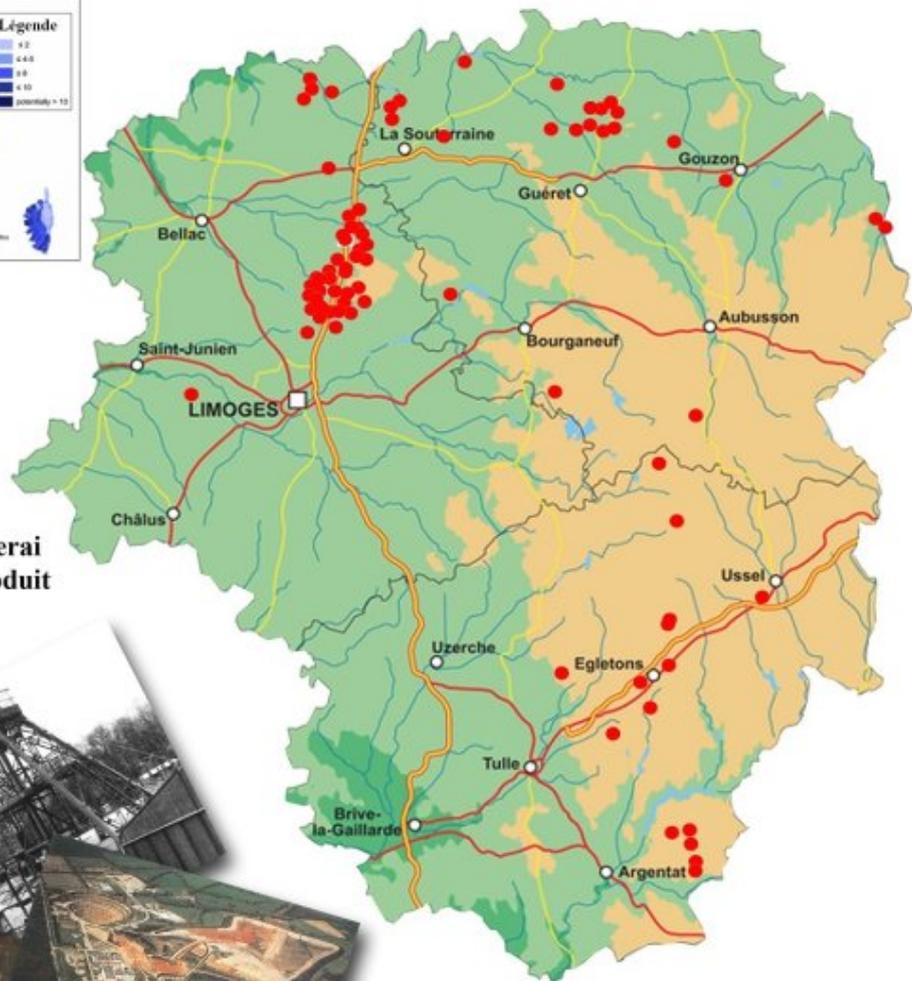
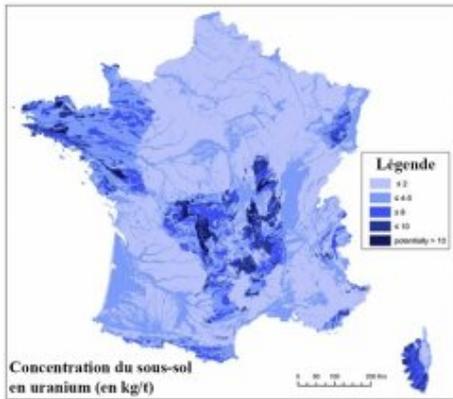
Contactez la Société de géologie du Limousin par courriel : societedegeologiedulimousin@gmail.com

1950 - 1975 : l'âge d'or

Le temps du « yellow cake »

1956. La première centrale nucléaire de Marcoule (Drôme) tourne à plein et annonce la montée en puissance de la filière nucléaire française. Pour assurer celle-ci, l'uranium limousin est indispensable et son extraction doit s'accélérer. D'autant que l'estimation des réserves régionales augmente à chaque nouvelle découverte et dépasse rapidement les 10..000 tonnes.

Les gisements d'uranium exploités en Limousin (1949-2001)



L'uranium limousin en chiffres :

51 années d'exploitation

13 millions de tonnes de minerai

32.000 tonnes d'uranium produit



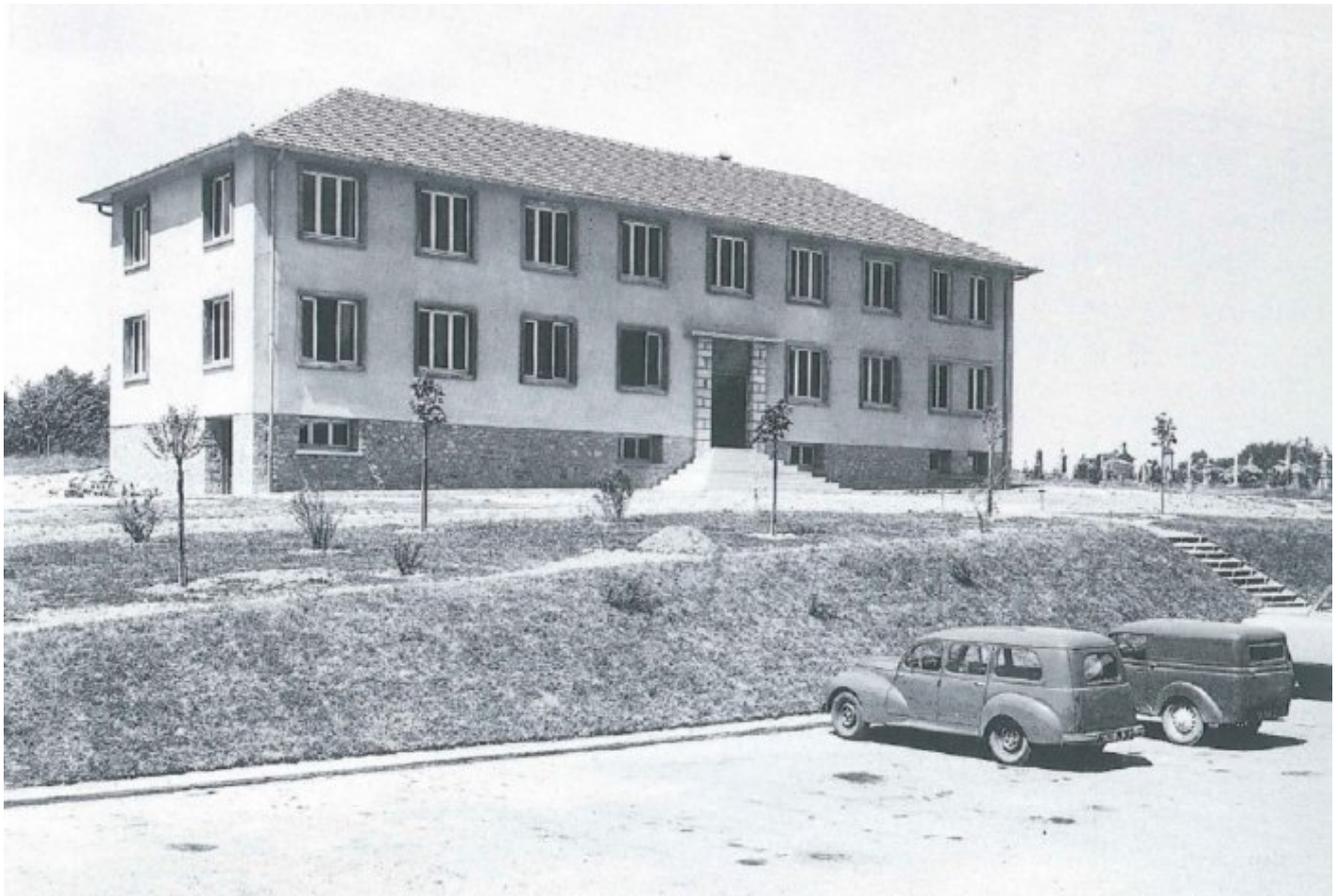
● Gisements d'uranium ayant été exploités

Les gisements d'uranium exploités en Limousin entre 1949 et 2001.

La division minière de La Crouzille est installée à Razès depuis 1955, où la rejoint l'école de prospection (CIPRA) quelques mois plus tard, et voit ses activités croître d'année en année. Le périmètre minier s'étale maintenant sur quatre communes - Compreignac, Bessines-sur-Gartempe, Saint-Sylvestre et Razès - et représente près de 200 km² de territoires concédés. Les massifs uranifères sont percés de dizaines de kilomètres de galeries. À ces mines souterraines, comme le gisement Henriette (1949-1957), s'ajoutent désormais des mines à ciel ouvert (MCO), comme au Brugeaud, plus simples à exploiter.

Un effectif de plus de 800 personnes en 1958

L'usine de traitement - la SIMO - est mise en production en 1958 à Bessines pour transformer sur place le minerai en « yellow cake », pâte jaune d'uranium destinée à être raffinée pour fabriquer du combustible nucléaire. Le site traite le minerai limousin, mais aussi celui provenant des mines du Forez et de mines privées du Massif Central.



Le siège de la division minière à Razès en 1955.

Les effectifs de la division minière passent alors de 500 personnes, vers 1956, à plus de 800 en 1958, pour finir par se stabiliser autour de 700 jusqu'aux années 70. Si le commissariat à l'énergie atomique (CEA) et ses filiales ne sont pas le premier employeur de la région, son poids économique est considérable, notamment dans le nord de la Haute-Vienne. Son poids politique s'illustre par l'élection de plusieurs cadres du CEA comme maires, voire conseillers généraux, de communes et cantons de la zone minière.

De Gaulle à Bessines

En pleine guerre froide, le sujet de l'atome est extrêmement sensible et tout ce qui s'y rapporte suscite un climat de paranoïa depuis le simple citoyen jusqu'au plus haut niveau de l'état : secret défense ! Une lourde chape de plomb s'abat du coup sur les sites uranifères du Limousin : périmètres de protection, gendarmes bloquant les accès, murs d'enceinte, cartes modifiées, transports de minerai soumis au secret et quantités extraites frappées d'embargo. Ces consignes vont devenir une culture chez les salariés de la mine et leurs familles...

Le 19 mai 1962, alors que la France mène de front ses programmes nucléaires civil et militaire, le général De Gaulle se rend à Bessines. Accompagné du haut-commissaire à l'énergie atomique, Gustave Phillipon, il visite la mine et les installations de « la capitale de l'uranium français ». La plupart des Limousins, souvent raillés à Paris pour leur ruralité, sont fiers de participer ainsi à une aventure scientifique tournée vers le progrès. De plus, la ressource semble inépuisable et on parle de plus de 1.000 ans d'autonomie énergétique pour le pays ! Des projections qui ne prennent sûrement pas en compte l'explosion de la consommation électrique des décennies qui vont suivre...

On encourage les compagnies privées à prospecter et, en 1964, c'est la compagnie minière et métallurgique d'Indochine qui découvre le filon du Bernardan à Jouac, juste au nord de la concession du CEA. Ce filon s'avérera être l'un des plus riches de France en uranium.



Le site des Sagnes.

1975 - 1990 : Santé et écologie

À partir des années 1970, les questions de santé et d'environnement deviennent centrales dans la gestion des activités minières par la Cogema, notamment dans son rapport aux populations locales et à leurs représentants.

Déjà la pollution sonore avait poussé les habitants de Fanay, sur la commune de Saint-Sylvestre, à signer une pétition que le maire et le conseiller général portent à la direction du CEA en juillet 1963. Mais l'affaire ne fait pas plus de bruit que cela et une solution est trouvée sans que le préfet ne soit invité à prendre part au débat...



Décharge sauvage de Margnac.

Jusqu'au début des années 1970, les conflits avec la population se limitaient le plus souvent à des litiges fonciers et les arrangements se trouvaient en tête-à-tête, même si le rapport était totalement inégal... Puis émergent peu à peu un mouvement anti-nucléaire et une conscience écologique locale, qui cristallisent les oppositions et posent de nouveaux problèmes à l'exploitant. Dans certains points, comme au-dessus de l'ancien puits des Sagnes, le compteur Geiger crépite....

↓ Vidéo : Christian Pénicaud, militant antinucléaire

Des associations, de riverains gênés ou d'amis de la nature, se forment un peu partout sur l'emprise de la division minière. Réunions d'information, pétitions, mobilisations diverses, concerts... La colère monte au fil des découvertes des militants et des fins de non-recevoir qu'adresse la Cogema (ex-CEA)

à ceux qu'elle considère comme « pas sérieux ».

En novembre 1976, un attentat à la bombe détruit les compresseurs et le pupitre de commande du puits de Margnac. Une mystérieuse organisation, le Copeau (Commando d'opposition par l'explosif à l'autodestruction de l'Univers, NDLR), revendique l'action. On n'en entendra plus jamais parler...

À la colère de quelques « baba-cools récemment installés », comme les désignent certains défenseurs de la Cogema et de l'emploi, s'ajoutent bientôt celle d'élus locaux et d'agriculteurs excédés.



L'occupation de la mairie de Razès en mai 1979.

À Bessines, le maire et conseiller général Bernard Brouille dénonce en 1979 « les rapports de types véritablement colonialistes que la Cogéma pense pouvoir entretenir avec la commune ». Il n'en peut notamment plus de refaire continuellement la chaussée ravagée par les quelque 250 camions qui entrent et sortent chaque jour de l'usine de Bessines..

Bessines : Le "cadeau" empoisonné de la Cogéma

La poubelle de la Simo contient 286.000 milliards de becquerels ! Et le radium 226 enfoui ne perdra la moitié de sa radioactivité que dans... 1.500 ans !

INCROYABLE : les déchets du traitement de l'uranium déposés sur le site de l'usine Simo à Bessines représentent près de 8.000 curies de radium 226, un radio-élément qui figure parmi les plus toxiques, comme le plutonium ! Pour donner une idée du risque, indiquons que la dose maximum admissible de radium dans l'eau potable, en France, est de 0,37 becquerels par litre : la poubelle de la Simo contient environ 286 terabecquerels, soit 286.000 milliards de becquerels ! Et la période du radium 226, autrement dit le temps nécessaire pour qu'il perde la moitié de son activité, est de l'ordre de 1.500 ans.

Enorme, l'information est parfaitement officielle : elle émane en effet directement de la Cogéma, en réponse à une question de la Commission de recherche indépendante d'information sur la ra-

dioactivité. « Nous avons interrogé le chef de la division minière de La Crouille pour connaître la nature des déchets enfouis à la fin des années 70 et provenant de l'ancienne usine du Bouchet », indique le Dr Martine Deguillaume, une des animatrices de la C.R.I.I.-Rad Marche-Limousin.

Démantelée à cette époque, cette usine de la région parisienne qui avait notamment traité les premiers minerais d'uranium du Limousin a fait beaucoup parler d'elle récemment : les « dépositaires » clandestins de Saint-Aubin et Itteville contenaient une partie de ses déchets...

Dans sa réponse très détaillée, la Cogéma livre la nature et l'inventaire des résidus stockés sur le site de la Simo. Dans le bassin d'épandage de Lavaugrasse, on trouve bien 3.500 tonnes de résidus du Bouchet contenant 1 TBq (terabecquerel) de radium

226, mais surtout les résidus du traitement d'uranium de la Simo de 1958 à 1978, soit 5,678 mégatonnes contenant 141 TBq de radium 226 ! Même scénario dans l'ancienne mine à ciel ouvert du Brugeaud : 129,1 TBq de radium 226 proviennent des activités de la Simo de 1978 à 1987, l'apport du Bouchet ne représentant que 1,7 TBq. Et les versos du Brugeaud contiennent encore 12,7 TBq de radium 226...

A partir de 1987, les résidus de traitement de minerai ont été transportés à Montmassacrot, puis à Bellezane où ils sont stockés dans des fosses de mines à ciel ouvert. « Les produits stockés à Bessines en provenance du Bouchet n'ont pas modifié l'impact des résidus de traitement de minerai de Bessines », précise presque innocemment le document.



Production d'uranium. A Bessines, la Cogéma laissera un lourd héritage, pour des générations et des générations.

Comme une centrale nucléaire

« Nous nous étonnons qu'un tel stockage de déchets radioactifs particulièrement dangereux ne soit géré qu'au titre des installations classées », fait observer Martine Deguillaume. En effet, aux termes de l'arrêté du 25 janvier 1967, le stockage de matières présentant une radioactivité à partir de 1.000 curies pour les radioéléments du groupe I (les plus toxiques), sont qualifiés installation nucléaire de base, au même titre par exemple qu'une centrale nucléaire.

« Un classement qui prévoit

notamment que les contrôles sont assurés conjointement par les ministères de la Santé, de l'Environnement et de l'Industrie, ajoute le Dr Deguillaume. Or à Bessines, la surveillance de l'environnement est assurée seulement par le Centre de radioprotection dans les mines; il s'agit donc d'auto-surveillance, bien que les résultats des contrôles soient transmis régulièrement à la direction régionale de l'Industrie et de la Recherche ».

Martine Deguillaume ne met pas en cause a priori l'actuelle qualité des contrôles. « Mais les Limousins ne savent pas qu'ils ont chez eux une énorme poubelle qui

demande une surveillance hyper-spécialisée. Et quelle assurance aura-t-on pour... 1.500 ans, après le départ de la Cogéma que l'on sait maintenant imminent ? Les élus apprécieront le cadeau ! », ajoute le médecin par ailleurs conseillère municipale à Peyrat-le-Château.

La C.R.I.I.-Rad vient d'écrire au préfet de région pour lui soumettre ce dossier qui soulève beaucoup de questions. A commencer par celle-ci : oui ou non, la poubelle radioactive de Bessines est-elle gérée conformément aux règles en vigueur ?

Yves BOURGNON.

Souvenirs...

Vers la fin des années 1970, l'Association de protection des monts d'Ambazac, que présidait Christian Pénicaud, avait déposé plainte contre la Cogéma pour « infraction à la législation sur les établissements classés » et « pollution de cours d'eau ». Une plainte qui visait l'enfouissement de résidus provenant de l'usine du Bouchet dans la fosse du Brugeaud. Elle s'est soldée par un non-lieu en 1983.

L'affaire du Brugeaud était aussi évoquée au début des années 80 dans le livre blanc de l'environnement pour la région Limousin, publié à l'initiative du ministère de l'Environnement. On y lisait notamment ces phrases : « Les teneurs en radium sont très fortes... La quantité totale de radium, telle qu'elle est évaluée, est impressionnante : 50 curies environ »...

Article du Populaire du Centre en mai 1979.

En mai de la même année, des habitants occupent la mairie de Razès, siège de la division minière, et dénoncent les dégâts causés par l'extraction d'uranium à leur pays. Les tensions sont à leur comble et les jalousies exacerbées, entre les communes et les familles qui profitent de la mine et les autres.

↓ **À voir : Le documentaire de Thierry Lamireau**

À lire : Le cri de la terre - Christian Pénicaud (Bibliothèque multimédia de Limoges)

1990 - 2011 : déclin et fermeture

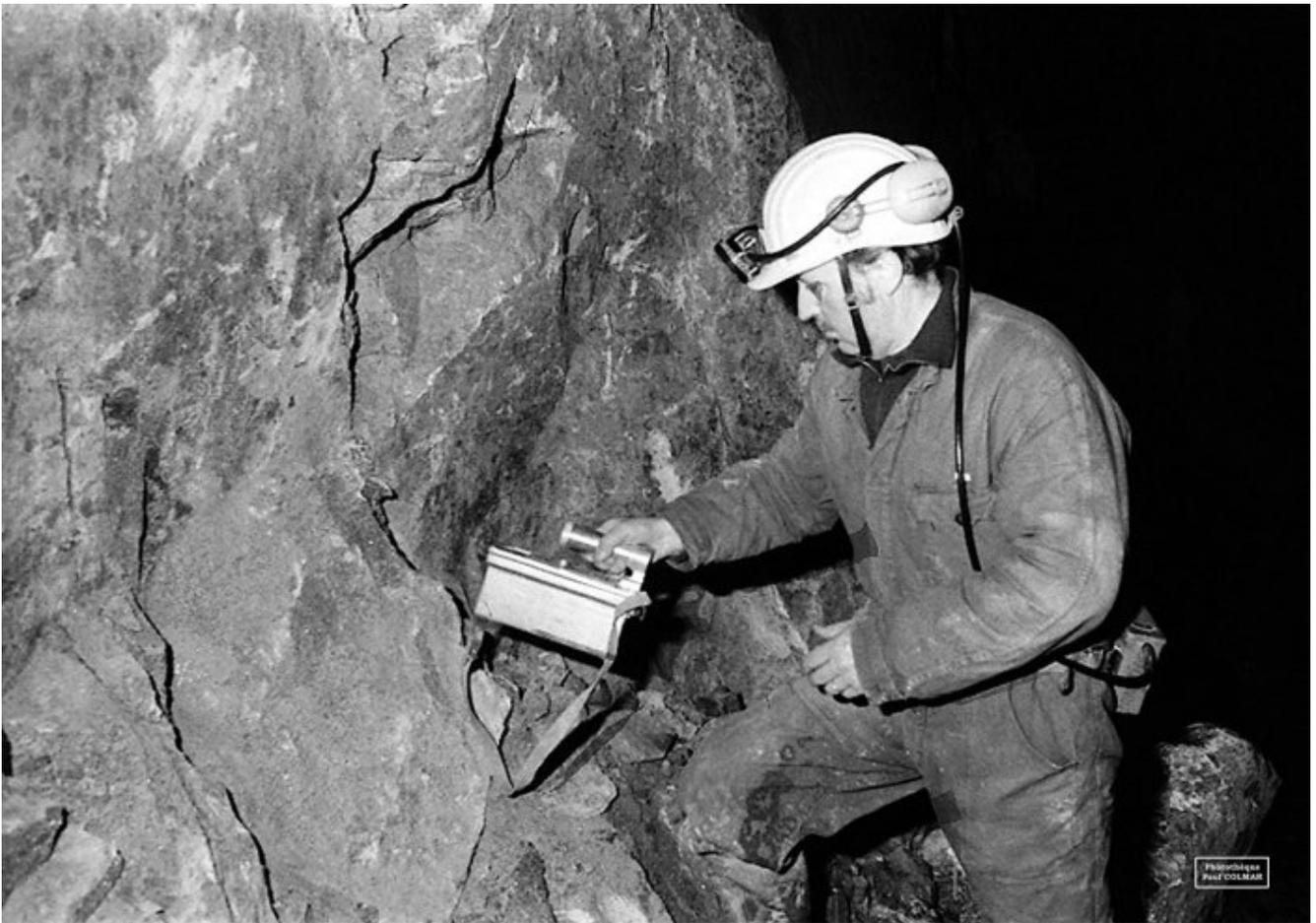
D'une crise à l'autre, l'inéluctable déclin

À partir de 1955 et jusqu'à la fin des années 60, l'industrie minière de l'uranium connaît un véritable âge d'or. La doctrine de l'indépendance énergétique française fait du minerai limousin un symbole, conférant à ses géologues, ses mineurs et ses chimistes de bons salaires et le statut de héros. Pourtant l'avenir s'assombrit et les alertes se multiplient...



La mine de Margnac.

En 1969, la demande nationale en uranium et les prix baissent. Estimant que l'« outil minier français est surpuissant », le directeur des productions du CEA, Jacques Mabile, engage un plan de réduction du personnel. Début 1970, les salariés sont inquiets et craignent des licenciements. André Giraud, le nouvel administrateur général du CEA, dément tout licenciement ou fermeture de site. Cependant, les effectifs de la division minière passent de plus de 700 à moins de 600 fin 1972. Le doute s'installe...



La mine de Bellezane.

Paradoxalement, c'est la crise pétrolière de 1973 qui va relancer la filière nucléaire et l'exploitation de l'uranium en Limousin. Le prix du précieux métal est multiplié par huit entre 1973 et 1976 ! Cette augmentation de la demande mondiale provoque une vague de recrutements par le CEA, qui sera remplacé par la compagnie générale des matières premières (Cogema) en 1976, sous la direction de Georges Besse. En Haute-Vienne, la division minière de La Crouzille frise à nouveau la barre des 700 employés, auxquels s'ajoutent ceux de la SIMO (centre de traitement de Bessines, 170) et de l'établissement de Limoges (300), soit près de 1.200 personnes au total. En 1978, la Cogema célèbre la 10.000e tonne d'uranium extraite du sous-sol limousin !

La crise et les premiers mouvements sociaux

Mais la crise économique ne fait que commencer et des mouvements sociaux commencent à ébranler le petit monde de la mine, d'habitude si silencieux. En novembre 1975, les mineurs du CEA occupent le puits de Fanay, puis l'ensemble de ceux de la division quinze jours plus tard. Conditions de travail, salaires, craintes d'une privatisation... Le dialogue est au point mort. Début 1976, les grévistes bloquent avec leurs engins la nationale 20 pour appuyer leurs revendications. Ils finissent par décrocher une amélioration substantielle de leurs plans de carrière.

COGEMA : LE « CRÉATEUR » DE LA CROUZILLE A LA RETRAITE

LIMOGES. — M. Robert Avril, directeur de la C.O.G.E.M.A., qui exploite dans la région les mines d'uranium et dont le siège est à Razès, a quitté les fonctions qu'il occupait depuis trente ans.

Cet ingénieur, né en Algérie, après avoir fait une brève carrière dans l'industrie privée, est entré au C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) en 1948. Il était affecté pendant un an dans le Morvan avant d'être chargé de créer à La Crouzille la première division minière de la Haute-Vienne.

« C'était en 1949, raconte-t-il. Le 4 mai de cette année-là, j'ai vu installer le premier cadre du premier puits. C'est moi qui ai embauché tout le personnel. Au début, nous avions une centaine d'employés ; aujourd'hui, la C.O.G.E.M.A. emploie environ mille personnes. On peut dire que toute ma carrière, je l'ai faite dans l'uranium limousin. »

Depuis trente ans qu'il vit dans notre département, Robert Avril a su se faire adopter par nos compatriotes. « Je me sens avant tout Limousin », avoue-t-il.

On ne s'étonnera donc pas qu'il ait choisi de rester chez nous et de passer sa retraite dans la maison qu'il possède à Razès.

Lors de la cérémonie qui accompagnait son départ, M. Avril était entouré de plus de deux cents personnes : collaborateurs et amis, cadres de la C.O.G.E.M.A. et représentants des différents services du C.E.A. M. Georges Besse, président-directeur général de la C.O.G.E.M.A., et M. Devillier, délégué du C.E.A. aux matières



nucléaires, avaient également tenu à venir manifester leur sympathie et leur reconnaissance à Robert Avril.

Notre journal souhaite à son tour une longue et heureuse retraite à celui dont la vie est

intimement liée à l'histoire de l'uranium limousin. Par la même occasion, nous souhaitons la bienvenue à son successeur, Yves Puibaraud, qui a quitté la Vendée où il occupait des fonctions analogues.

Fin 1979, celui qui fut directeur de la division depuis 1949, Robert Avril, quitte son poste avant de prendre sa retraite à Razès. « C'est moi qui ai embauché tout le personnel », plaisante-t-il lors de son pot de départ. Une première page se tourne. Au début des années 80, on atteint des pics de production en Limousin et plus de 1.000 personnes travaillent à l'exploitation du filon (sur 1.700 salariés Cogema au total dans la région, NDLR). En 1988, Cogema fête sa 20.000e tonne d'uranium !

Robert Avril : « C'est moi qui ai embauché tout le personnel. »

Mais dans le même temps, le cours de l'uranium s'effondre et les mines limousines commencent à fermer les unes après les autres, épuisées ou trop peu compétitives. Et en 1991, la Cogema annonce sa décision de fermer la division minière de La Crouzille dans un délai de quatre ans. Tout s'enchaîne très vite : les puits de Fanay et Margnac sont abattus en 1993 et 1996, l'usine SIMO est effacée à la pelle mécanique en 1997... La division qui disparaît a extrait près de 13 millions de tonnes de minerai et en a tiré 23.324 tonnes d'uranium en un peu moins de 50 ans. Une seconde page se tourne.

Cogema rachète enfin la mine de Jouac en 1993. Le filon du Bernardan, qui est exploité depuis 1978, est réputé comme le plus riche de France avec près de 6 kg d'uranium par tonne de minerai en profondeur. Cette opération permet d'épuiser les réserves les plus riches, soit encore près de 2.000 tonnes de métal, tout en maintenant une activité minière jusqu'en 2001, afin de gérer dans la durée le plan social amorcé dix ans plus tôt.



La démolition de la tour Margnac à La Crouzille.

2001-2018 : actualité et défis

2001. L'aube du troisième millénaire marque la fin de l'extraction de l'uranium en Limousin. Pour autant, l'histoire ne s'arrête pas là... Et, comme pour mieux aborder cette ère de l'après-mines, Cogema change de nom et devient Areva quelques mois après la fermeture de la mine de Jouac, dernière mine d'uranium de France.

Areva mène, depuis 1990 et surtout depuis 2001, une campagne de dépollution et de réaménagement de ses anciens sites miniers. La grande majorité des anciens chantiers souterrains, entrées de galeries et puits d'aération, a été remblayée ou rebouchée au béton dès la fin des années 60. Les mines à ciel ouvert (MCO) épuisées sont nivelées, plantées d'arbres et végétalisées, voire transformées en plans d'eau. Areva Mines « travaille aujourd'hui sur la valorisation de ses anciens sites miniers en leur donnant une seconde vie (ex : panneaux photovoltaïques, valorisation écologique, activité industrielle, zone de loisirs) ». Malgré son discours et ses financements l'ancien exploitant pâtit encore de son image et son musée-vitrine Urêka est un échec de fréquentation...



Inventaire, surveillance, valorisation,... Sur le terrain, Areva détient encore trois concessions et est responsable de la sécurité et du suivi radiologique de dizaines de zones réparties autour des anciens sites miniers. Car le risque le plus immédiat n'est pas forcément d'être irradié... Des grillages - parfois éventrés - entourent les emprises présentant encore des risques et quelques panneaux - pas

toujours lisibles - en interdisent l'accès aux promeneurs. « Il y a des gens qui pénètrent dans nos enceintes, fulmine Pierre-Christian Guiollard, référence en géologie et chargé par Areva de travailler sur l'après-mines. Des géologues amateurs ou des petits malins en mal d'aventure, sûrement. A Vénachat il y a un an (le 14 novembre 2016, NDLR), il y a eu un mort, enseveli... Les gens ne se rendent pas compte, mais si on tombe dessus, on appelle les gendarmes ! »



Deux des anciennes MCO limousines, dont Bellezanne, servent aujourd'hui à stocker les déchets issus d'un demi-siècle d'extraction et de traitement de l'uranium en Limousin : déjà un million et demi de tonnes ont été versées dans les fosses. Les boues radioactives (« sans risque sanitaire », selon une expertise demandée en 1998 par le conseil général, NDLR) du lac de Saint-Pardoux, résultat du « rinçage » des anciens réseaux miniers situés tout autour et du curage de l'embouchure du ruisseau, s'y trouvent également. Ces « stériles », ou « déchets radioactifs » comme le soulignent les associations de défense de l'environnement, ont donné lieu à de longs débats. Une commission locale d'information (CLI) puis un groupe d'expertise pluraliste (GEP) ont permis d'établir un état des lieux commun, des préconisations et des engagements de suivi. Un travail qui a récemment débouché sur un projet de guide pour la gestion des anciennes mines d'uranium, tiré de l'expérience régionale et désormais entre les mains du gouvernement.

À ce jour en Haute-Vienne, 141 personnes travaillent pour Areva, essentiellement sur Bessines*. Le groupe (dont les capitaux sont publics à 92 %, NDLR) est confronté ces dernières années à de graves difficultés financières et judiciaires. Et s'il n'envisage pas d'extraire à nouveau de l'uranium des concessions locales, l'héritier du CEA et de la Cogema garantit son maintien dans la région : « au vu des projets en cours de création d'une nouvelle installation pour le CIM (centre d'innovation minière, NDLR) et une unité de stockage des boues issues des anciennes mines, les activités vont être pérennisées dans le Limousin ».

**=Pôle Géosciences (minéralogie et documentation), entreposage d'uranium appauvri, AprèsMines France (gestion et suivi des anciens sites miniers), Centre d'Innovation Minière (traitement et valorisation des minerais), Laboratoire Maurice Tubiana (production de radio-isotopes à des fins médicales), Urêka, (musée de la mine d'uranium).*

Liens utiles :

[Areva](#)

[Sources et rivières du Limousin](#)

Areva : les réponses face à l'avenir



Uréka, le musée de l'uranium à Bessines.

Voici les réponses qu'a bien voulu nous adresser par mail la société Areva en réponse à nos questions dans le cadre de notre enquête sur l'uranium en Limousin. La société Areva a décliné nos propositions répétées d'une entrevue filmée.

La dernière mine d'uranium du Limousin a fermé en 2001 à Jouac. Où en est la réhabilitation des anciens sites miniers de la région ? En France, tous les anciens sites miniers, sous la responsabilité d'AREVA Mines, ont été réaménagés selon les exigences environnementales et de sécurité publique et continuent d'être surveillés conformément aux arrêtés préfectoraux en vigueur. Certains travaux ou études complémentaires sont réalisés aujourd'hui dans une démarche d'amélioration continue. L'expertise d'AREVA Mines est reconnue par l'AIEA et par la Commission Européenne. AREVA Mines réalise la surveillance appropriée à chaque site dans l'objectif de confirmer l'efficacité des travaux de réaménagement. AREVA Mines travaille aujourd'hui sur la valorisation de ses anciens sites miniers en leur donnant une seconde vie (ex : panneaux photovoltaïques, valorisation écologique, activité industrielle, zone de loisirs).

De quelles concessions minières dispose encore Areva en Limousin et que représentent-elles pour votre groupe ? AREVA Mines dispose de 3 concessions minières (mines d'uranium) en Haute-Vienne dont les titres sont encore valides (Gartempe, Mailhac sur Benaize et Saint-Sylvestre), une en Corrèze (La Porte). AREVA Mines n'envisage pas aujourd'hui de reprendre l'exploitation des mines d'uranium présentes sur ces concessions.

Quelles activités Areva entretient-elle encore en Limousin ? Quel est le nombre et le profil des personnels employés dans la région, et quelles sont leurs perspectives ? Les activités d'AREVA Mines de Bessines sont multiples : pôle Géosciences (minéralogie et centre de documentation technique), entreposage d'uranium appauvri (voir ci-dessus), AprèsMines France (gestion et suivi des anciens sites miniers français), Centre d'Innovation Minière (CIM - R&D sur les procédés de traitement et de valorisation des minerais), le Laboratoire Maurice Tubiana (LMT -

production de radio-isotopes à des fins d'utilisation médicale pour les traitements de certains cancers), Urêka, le musée interactif de la mine d'uranium (centre d'interprétation historique et pédagogique). AREVA emploie à ce jour sur le site de Bessines 141 salariés : de techniciens à ingénieurs et experts sans oublier les personnels administratifs. Côté perspectives, elles sont nombreuses puisqu'AREVA maintient pour ses salariés de Bessines un haut niveau de formation avec plus de 30h/an réalisées, des mobilités géographiques à l'international avec cette année 2 ingénieurs qui se sont expatriés au Canada et en Mongolie, des ingénieurs qui deviennent experts en radiométrie, des techniciens qui passent cadres, etc... Toutes ces expériences donnent de la perspective à nos employés. Tout cela ajouté à une très bonne qualité de vie dans la région fait qu'ils travaillent sereinement dans un environnement favorable à la recherche et au développement.

[Retrouvez l'intégralité des réponses de la société Areva à notre questionnaire en cliquant ici.](#)

↓ À Lire

Curiosités géologiques de la Haute-Vienne (Limousin) de Nicolas Bost et Nicolas Charles, mars 2017 - 106 p. - 19 euros. Docteurs en géologie, dans l'industrie minière et au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Nicolas Bost et Nicolas Charles sont tous les deux originaires du Limousin. Dans ce guide, ils donnent les clés pour comprendre le sous-sol de Haute-Vienne et les pistes pour le découvrir in situ.

L'Uranium de La Crouzille (Haute-Vienne) de Pierre Bavoux et Pierre-Christian Guiollard, 1998 - 200 pages. Pierre Bavoux, ingénieur des mines CEA/Cogema, et Pierre-Christian Guiollard, spécialiste de l'histoire minière et chargé par Areva du dossier après-mines, racontent dans ce livre richement illustré l'aventure de l'uranium en Limousin.